



LE REPAM APPELLE À UNE ACTION URGENTE ET UNIFIÉE AFIN D'ÉVITER UNE TRAGÉDIE HUMANITAIRE ET ENVIRONNEMENTALE

Effondrement structurel en Amazonie

Une extrême force, de proportions jamais vues auparavant, est en train de dévaster l'Amazonie en deux dimensions qui se combinent de forme brutale: la pandémie de Covid19 qui atteint les plus vulnérables, et l'augmentation incontrôlée de la violence sur les territoires. La douleur et le cri des peuples et de la terre, se fondent en une même clameur.

“Les peuples autochtones ont demandé que l'Église soit un partenaire, une Église qui soit avec eux, une Église qui appuie ce qu'ils décident, ce qu'ils veulent et comment ils prétendent construire son avenir en ce moment très difficile de la pandémie.”(Card. Dom Claudio Hummes).

Dans les différents pays de la Panamazonie l'Église est en train de faire l'écho des appels et des demandes d'aide, dans un contexte qui menace la survie de ce biome et de communautés et peuples autochtones.

En **Bolivie**¹, les peuples autochtones dénoncent le gouvernement pour son manque de coordination et consultation afin de prévenir et combattre la pandémie; aussi ils soulignent que toute l'information ne se divulgue pas en langues originaires reconnues par la Constitution.

En **Colombie**², Les évêques reconnaissent les efforts du gouvernement, mais soulignent que *“les peuples autochtones, les paysans et les afrodescendants sont les groupes à risque accru, parce qu'ils se trouvaient déjà dans unes situations de pauvreté structurelle, en condition d'insécurité alimentaire et dénutrition, sans accès à la santé et à l'eau potable”.*

¹ Pronunciamento de los pueblos indígenas de las tierras bajas de Bolivia frente a la emergencia sanitaria por el Covid-19, 28.04.2020

² Comunicado de los obispos de la Amazonía y Orinoquia colombiana - A las autoridades y a toda la ciudadanía de Colombia

L'insécurité alimentaire des peuples autochtones est une préoccupation aussi au **Venezuela**³, où ces peuples se sentent menacés par la possible contagion à cause des activités minières illégales dans leurs territoires et le transit des migrants vénézuéliens et des personnes étrangères à leurs territoires qui traversent ses terres pour rentrer dans leurs pays d'origine. Les peuples autochtones sont en train de prendre des mesures d'isolement, gestion et contrôle territorial pour garantir la souveraineté alimentaire.

Au **Brésil**, 32 procureurs du Ministère Public Fédéral⁴ déclarent que "*le scénario de risque de génocide entre les peuples autochtones exigent des actions urgentes de la part de organismes et entités publiques*". La Mobilisation Nationale Autochtones établit qu'il existe "*une intention évidente du gouvernement d'éviter que le sous-système Autochtones d'Attention Médicale fonctionne*"⁵.

Au **Pérou**, existe une préoccupation pour la situation de plusieurs peuples amazoniens, y compris plusieurs peuples autochtones, qui ont émigrés vers les villes à la recherche du travail et sont totalement sans protections. Les évêques de l'Amazonie péruvienne⁶ exhortent les autorités à appuyer leur retour aux communautés et garantir que se fasse en conformité avec les protocoles établis par le Ministère de Santé.

L'Alliance de Parlementaires Autochtones d'Amérique Latine sollicite à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qu'elle recommande aux pays de la région la priorisation de mesures spécifiques pour garantir de la vie des peuples autochtones face à la grave pandémie mondiale.

La Coordinatrice d'Organisation Autochtones du Bassin Amazonien (COICA) sollicite les contributions à un Fond d'urgence pour l'Amazonie, pour protéger les 3 millions d'habitants de la forêt tropicale qui sont vulnérables au nouveau coronavirus.

L'Église catholique, pour sa part, a réalisé les efforts maximaux, particulièrement à travers des Caritas de chaque région, pour apporter des ressources matérielles et économiques, tout comme l'appui social et spirituel.

Le virus de la violence et pillage de l'Amazonie

En plus de la mentionnée attaque dévastatrice à l'Amazonie, autre virus continue de menacer les personnes et la forêt ; Le Front Parlementaire Mixte pour les Droits des Peuples Autochtones au Brésil

³ Minerva Vitti - Centro Gumilla y Repam Venezuela

⁴ Covid-19: MPF recomienda acciones urgentes de protección a la salud de los pueblos indígenas, disponible en: <http://www.mpf.mp.br/df/sala-de-imprensa/noticias-df/covid-19-2013-mpf-recomenda-acoes-emergenciais-de-protecao-a-saude-dos-povos-indigenas>.

⁵ <https://cimi.org.br/2020/04/nota-mobilizacao-nacional-indigena-exige-medidas-urgentes-em-defesa-da-saude-e-da-vida-dos-povos-originais-do-brasil/>

⁶ Comunicado de los obispos de los Vicariatos Apostólicos de la Amazonía peruana - A las autoridades y a toda la ciudadanía del Perú, 22 de abril de 2020

dénonce: *“même quand la pandémie est en train de freiner l'économie, l'extraction minière et la déforestation illégale en terres autochtones de la région continuent en son plein essor”*⁷.

En **Equateur**⁸, le Réseau Ecclésial Panamazonien (REPAM) dénonce la rupture du Système de Oléoduc Transéquatorien (SOTE) y du Oléoduc de Cru Lourd (OCP), survenue le 7 avril 2020, qui a provoqué un grave déversement de pétrole et a affecté approximativement 97 000 personnes qui vivent sur la rive des rivières Coca et Napo.

Les 67 évêques de l'Amazonie au **Brésil** associent l'actuelle crise socio-environnementale en ce biome avec la notable réduction des inspections et le discours politique répété sans-cesse du gouvernement fédéral contre la protection environnementale et les domaines autochtones protégés par la Constitution Fédérale. Nous pouvons voir *“une immense tragédie humanitaire causée par un effondrement structurel”*⁹.

Les évêques dénoncent en particulier les projets de loi pour l'extraction minière en terres indigènes et les mesures parlementaires qui tentent de définir une nouvelle régularisation de la terre au Brésil, lesquelles éliminent la réforme agraire, la régularisation des territoires des peuples autochtones et traditionnels, pour favoriser l'accaparement de terres, la déforestation et aux entreprises déprédatrices, régularisant les occupations illégales pour l'extraction minière et l'agro-commerce en terres autochtones.

L'extraction minière préoccupe aussi le Policy Forum de **Guyane**, qui dénonce les activités extractives qui détruisent la forêt, et aussi la circulation de miniers avec l'industrie lourde, étant un danger de contagion pour les communautés de l'intérieur du pays. L'extraction de l'or est déclarée comme une activité essentielle pour le gouvernement pour cause de la récession provoquée par la Covid-19 et l'augmentation mondiale du prix de ce métal.

En commentant sur la préoccupante augmentation de la violence en campagne, la Commission Pastorale de la Terre Pastorale (CPT)¹⁰ affirme qu'en 2019, la grande majorité des assassinats dûs aux conflits ruraux au Brésil (84%) ont eus lieu en Amazonie.

Pour ces dénonciations, dans divers contextes en Amazonie, l'Église a été calomniée et attaquée, comme cela s'est passé récemment avec l'accusation honteuse et sans fondement, que nous répudions, de la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI – Organe du Gouvernement Fédéral brésilien) contre le Conseil Indigéniste Missionnaire (CIMI)¹¹.

⁷ Carta abierta del Frente Parlamentario Mixto en defensa de los derechos de los pueblos indígenas al Director General de la Organización Mundial de la Salud, 05 de mayo de 2020.

⁸ <https://redamazonica.org/2020/04/repam-ecuador-derramamiento-de-petroleo-en-la-amazonia/>

⁹ Nota de los obispos de la Amazonía brasileña sobre la situación de los pueblos y de la selva en tiempos de pandemia covid-19.

¹⁰ <https://www.cptnacional.org.br/publicacoes-2/destaque/5167-conflitos-no-campo-brasil-2019>

¹¹ <http://www.funai.gov.br/index.php/comunicacao/noticias/6079-osfatos>

Action globale en défense de l'Amazonie

La protection des personnes et celle des écosystèmes sont inséparables. La sagesse des peuples autochtones d'Amazonie encourage « la protection et le respect de la création, avec la conscience claire de ses limites, interdisant d'en abuser. Abuser de la nature c'est abuser des ancêtres, des frères et sœurs, de la création et du Créateur, en hypothéquant l'avenir ». Les autochtones, « quand ils restent sur leurs territoires, ce sont précisément eux qui les préservent le mieux ». (Querida Amazonía, n. 42)

Nous sommes en un moment décisif pour l'Amazonie et pour le monde, un moment de gestation de nouvelles relations inspirées de l'écologie intégrale, ou de la perte des rêves du synode, si la peur, les intérêts, et la pression des détenteurs gros capitaux imposent de plus en plus fort le modèle d'une "économie qui tue" (EG 53).

Le Pape François un urgent appel à la solidarité planétaire: *“Ce temps n'est pas le temps de l'indifférence (...), l'égoïsme (...), la division (...), l'oubli. Que la crise que nous affrontons ne nous fasse pas oublier tant d'autres urgences qui portent avec elles les souffrances de nombreuses personnes”*¹².

José Gregorio Díaz Mirabal, membre du peuple Wakuenai Kurripako, originaire de l'Amazonie vénézuélienne et coordinateur général de COICA, partenaire proche du REPAM, résume: *“C'est un appel des peuples autochtones de l'Amazonie, parce que vous êtes en train de nous ignorer”*.

Le REPAM appelle à une action unitaire. Les peuples autochtones amazoniens, la société civile de la Panamazonie et du monde, l'Église Catholique et toutes les dénominations religieuses préoccupés de la protection de la création, les gouvernements, les institutions internationales de droits humains, la communauté scientifique, les artistes et toutes les personnes de bonne volonté, pour joindre les efforts en défense de “ L'Amazonie bien-aimée, dans toute sa splendeur, son drame et son mystère.” (QA 1).

Card. Claudio Hummes, OFM
Président

Card. Pedro Barreto Jimeno, SJ
Vice-président

Mauricio López O.
Secrétaire Exécutif

Comité de Direction
Réseau Ecclésial Panamazonien -REPAM

Quito – Equateur, 18 mai 2020.

¹² Mensaje Urbi et Orbi, 12 de abril de 2020